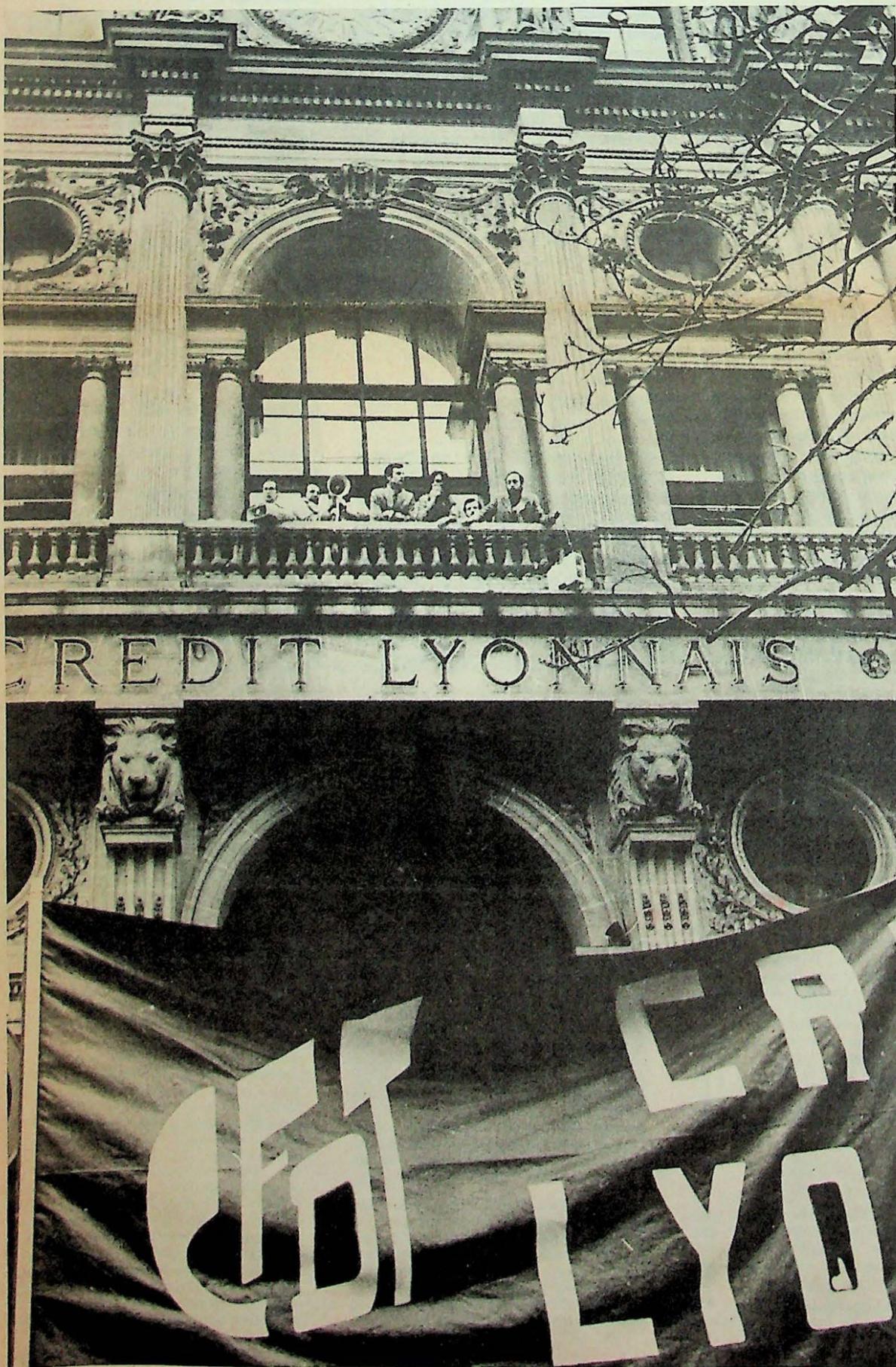


SPÉCIAL BANQUES



# Tribune

## socialiste



### de plain-pied

**J**AMAIS ils n'ont été aussi nombreux ensemble. Jamais ils n'avaient été, dans leur façon d'agir, aussi proches des luttes ouvrières les plus résolues. Les travailleurs des banques sont aujourd'hui de plain-pied dans la lutte des classes.

Le Pouvoir ne s'y est pas trompé. Il a, du coup, jeté le masque bonasse dont il s'affuble encore volontiers vis-à-vis des « employés » : il a envoyé sur les banques les gendarmes mobiles en tenu de combat. Son vrai visage.

Derrière le patronat des banques, c'est surtout le gouvernement qui porte la responsabilité du blocage. C'est Giscard qui tire les ficelles de la commission paritaire de l'Association professionnelle des banques et qui jusqu'à ce jour interdit tout début de négociation. Pourquoi?

La réponse, on pouvait la deviner, mais, depuis mercredi soir, elle est officielle. Désormais, en France, tout peut augmenter, les prix, les impôts et les journées de grève, mais pas les salaires. Et les travailleurs des banques ont eu le toupet d'engager la première grande bataille d'ampleur nationale de 1974 pour le pouvoir d'achat! C'est dire qu'il s'agit d'une lutte décisive, par laquelle sont concernés, au-delà des employés des banques, des millions et des millions de travailleurs.

De plus, cette bataille pour le pouvoir d'achat, ils ne l'ont pas engagée sur n'importe quel objectif. Ils l'ont exprimée par une revendication d'augmentation égale pour tous. C'est important, et par là le lien s'établit avec la contestation de l'organisation du travail dans le secteur bancaire. Il s'établit aussi avec le mouvement de la jeunesse scolarisée qui justement récuse le genre d'avenir qu'on lui offre dans des entreprises comme les banques...

Dans les jours qui viennent, l'affrontement avec le Pouvoir peut devenir encore plus aigu. Les travailleurs des banques auront sans doute besoin du soutien de tous leurs camarades de tous les secteurs d'activité. Le PSU s'y emploie. Ce journal, réalisé avec des militants des banques, voudrait y contribuer.

TS ■

# des deux côtés du guichet

# TOUS EXP

Qui l'aurait cru? Une grève qui dure depuis six semaines dans certains endroits et depuis plus de 2 semaines sur l'ensemble du réseau et dans toutes les banques. Un militant P.S.U. au Crédit Lyonnais essaye ici d'expliquer comment les employés, gradés et cadres, souvent considérés comme la cinquième roue du carrosse, mènent une grève longue et dure, ce qui ne s'est jamais vu, mis à part mai 1968, depuis 1957, époque à laquelle les mouvements n'avaient pas pris l'ampleur actuelle et n'étaient pas menés de la même façon.

La presse bourgeoise fait ses beaux titres avec la « pagaille » et « l'anarchie » dans les banques. Ne faut-il pas commencer à reconnaître que d'abord c'est tout le système du crédit en France qui est anarchique, situation volontairement maintenue pour des raisons politiques, avec une recherche effrénée du profit qui amène les plus grands désordres?

Trois grandes banques nationalisées (BNP - Crédit Lyonnais - Société Générale): ces banques pratiquent au jour le jour et à long terme la même politique que les banques privées (recherche du profit à tout prix, rentabilité); on est bien loin du respect des motifs de la nationalisation, en 1946, qui visaient à doter le pays d'un instrument bancaire au service de la Nation, et non des groupes capitalistes... Et ces trois banques se livrent entre elles à une lutte acharnée. N'est-ce pas la pagaille?

Les banques privées sont de moins en moins nombreuses avec le jeu des concentrations et des fusions. L'empire financier qu'elles constituent, sous la houlette de quelques groupes prédominants, est considérable.

Le Crédit Agricole a une emprise considérable sur le financement de l'agriculture. Mais il met désormais aussi « le paquet » pour devenir banque universelle. Ce groupe, aux pratiques commerciales particulièrement agressives, bénéficie de l'appui de lobbys politiques et de dispositions fiscales bien avantageuses...

Crédit Populaire, Crédit Mutuel: institutions qui, à l'origine, se voulaient de type coopératif et n'ont désormais plus que le nom de populaire ou de

mutuel. Elles pratiquent sous l'emprise des patrons, parfois plus durs encore que ceux du privé, la même politique. Il faut ajouter au tableau:

— les Caisses d'Épargne, où les petits épargnants se font inconsciemment gruger par des taux qui n'atteignent jamais ceux de la dépréciation monétaire...

— la Banque de France qui n'a aucune autonomie vis-à-vis des Finances pour la définition de la politique monétaire de la France, et à qui l'on ôte les comptes de particuliers (ceux-ci seront bien mieux dans le privé, voyons!),

— les chèques postaux qui fournissent gratis de bons tas de liquidités au Trésor, le Secteur semi-public (Crédit Foncier, Comptoir des Entrepreneurs, Crédit National) à qui l'on ôte des domaines d'interventions publiques (logement par exemple) au profit des financements privés...

## La chasse aux clients

La recherche effrénée des dépôts amène les banques à ouvrir des guichets partout, parfois un de chaque banque dans un périmètre fort réduit. Lorsque c'est dans un quartier populaire où l'argent ne regorge pas... eh bien, ces guichets luxueux ne sont pas rentables. Qu'importe, le client doit être séduit par tous les moyens: **débauche de publicité**, ouverture de guichets à n'importe quelle heure, « produits » nouveaux qui ne sont souvent que des opérations traditionnelles dont on change l'appellation...

Pour tout cela, il faut créer de nouveaux services de marketing qui son-

dent non pas les reins et les cœurs, mais les porte-monnaies et les motivations supposées du pékin qui n'est pas encore client... Et puis on transforme certains employés en « vendeurs ». Le terme, relativement nouveau dans la profession, est bien caractéristique de la volonté du patronat. La banque devient la banque à tout-faire, à tout vendre, LA BANQUE-ÉPICERIE.

## la banque-épicerie.

Mais lorsqu'un citoyen se fait avoir par un épicier, il s'en rend compte rapidement: une marchandise avariée, cela se voit. Pour la banque, rien de tel, et le pauvre client s'apercevra souvent bien tard qu'on l'a roulé pour tel placement ou telle opération...

NE PAS CONFONDRE LA MORALE ET LES AFFAIRES... Ce qu'on vient de décrire n'est pas très moral. Mais il faut bien que le libéralisme économique survive et se développe, y compris au niveau international. Les affaires avant tout.

Alors, on voit les banques, même nationalisées, financer les ventes d'armes, conclure des accords de coopération avec des gens aussi sympathiques que les **franquistes** du Banco Hispano-Americano (Crédit Lyonnais), que les **fascistes** de Grèce (BNP) ou financer des investissements dans des pays aussi démocratiques que le Brésil des militaires, sans oublier le Chili... N'ayons garde d'oublier, pour revenir en France, le refus de la Société Générale de financer LIP! Une banque nationalisée ne va tout de même pas aider une boîte en difficulté, même si c'est de la faute à un PDG débile...

IL FAUT QUE LA MACHINE TOURNE. Pour appliquer leur politique de rentabilité et de profit, les banquiers doivent faire en sorte que l'« intendance suive ». A cet effet, c'est le recours aux moyens électroniques de plus en plus sophistiqués et coûteux, pour le traitement des opérations administratives. On les paie cher, ces ordinateurs, en achat ou en location. Et bien sûr, on les soigne, car ils sont fra-

giles, salles rigoureusement climatisées par exemple. Alors que le personnel...

ON FAIT SUER LE BURNOUS... DE L'EMPLOYÉ. L'informatique permettant les traitements administratifs de masse, mais aussi la politique commerciale des banques, a de sérieuses répercussions sur le personnel qui est de plus en plus divisé en trois catégories: les administratifs, les commerciaux (vendeurs), les techniciens.

IL N'Y A PAS QUE LES « O.S. ». Certes l'image traditionnelle de l'employé de banque vu par le public dans un guichet et qui devait accomplir des tâches diversifiées disparaît avec la mécanisation et la spécialisation. Des catégories de plus en plus importantes d'employés « servent » l'ordinateur, en amont et en aval, en effectuant des travaux « bêtes et méchants », répétitifs, parcellisés.

Ce sont eux que l'on peut appeler O.S. de la banque. Ils ne sont pas les seuls victimes de la politique des banquiers, le vendeur à qui l'on impose de placer n'importe quoi auprès du public, l'exploitant qui assume une responsabilité de plus en plus importante, le gradé ou cadre qui tient un poste dont le poids est supérieur à sa rémunération, tous subissent les contraintes de la loi du profit.

LES PATRONS VEULENT DIVISER ET MYSTIFIER. Pour faire passer toutes ces contraintes, ils tentent de créer un « esprit maison » grâce à des méthodes paternalistes ou dites participatives, en essayant d'opposer entre eux les employés de banque, au nom de la concurrence, en multipliant les appellations de gradés ne reposant sur rien, en diversifiant les salaires (points personnels, primes, commissions, etc.).

Et puis les banquiers veulent nous mystifier: c'est l'informatique qui oblige aux décalages horaires, à la parcellisation des tâches. Le profit est le seul moyen de vérifier notre bonne gestion. L'actionnariat réalise le « capitalisme populaire » (sic!), on pourrait continuer la liste de ces énormités!

## ● un du Lyonnais raconte...

TS. Comment la grève a-t-elle commencé?

Elle est d'abord partie d'un service: 200 personnes seulement en grève. Après une semaine de débrayages successifs, plus d'un millier de personnes étaient déjà en grève. La contagion a été d'autant plus forte que dès le départ la grève a été très active: les grévistes passaient dans les autres services, il y a eu de nombreuses manifestations autour du siège, très souvent de l'agitation du côté de la direction générale. Par exemple nous avons envahi le bureau du directeur-adjoint et on lui a dit notre façon de penser — malgré l'opposition des délégués CGT. Au bout de 15 jours on était plus de 3000 en grève. Progressivement le mouvement s'est étendu à d'autres immeubles que la Direction Générale. C'est ainsi qu'on a été conduit à occuper l'immeuble « stratégique » qui regroupe l'informatique, le traitement des chèques, les espèces et la bourse.

TS. A partir de ce moment-là, la grève a pris une nouvelle forme?

Oui. Bien sûr, le Crédit Lyonnais ce n'est pas Lip, mais il est évident que les

formes d'organisation de la grève de Lip ont donné des idées nouvelles. D'abord, si on a occupé les locaux, c'est parce que d'autres camarades l'ont fait avant nous, et on a dit: pourquoi pas nous? Et puis, il y a eu l'Assemblée Générale, tous les jours, puisque la grève est reconductible toutes les 24 heures. Ça aurait pu poser des problèmes sur le plan de l'unité, parce que la CGT, encore trois semaines après le début du conflit, refusait le mot d'ordre de grève de 24 heures reconductible; elle lançait des mots d'ordre du genre « 2 heures d'arrêt de travail », ce qui n'avait rien à voir avec la situation — et c'était tellement décalé par rapport au mouvement que bien souvent les responsables CGT sont venus demander à la CFDT de faire en sorte qu'ils puissent défendre leurs positions dans l'AG sans être recouverts par le brouhaha...

Quand on a dû arrêter l'occupation de l'immeuble principal, ça a été un peu plus compliqué, mais les AG continuent, soit dans l'immeuble qui reste occupé, St-Martin-République, soit carrément sur la place Boieldieu!

Ensuite, des Comités de Grève ont été mis en place, comprenant des militants

syndicaux et des non-syndiqués, ce qui a permis de faire participer le plus grand nombre de grévistes dans l'action. Des groupes de travail se sont créés lors de l'occupation pour permettre à l'occupation d'être vivante, pour assumer tout ce qu'il y a à faire: sécurité, bouffe, etc., mais également assumer la popularisation de l'action. On a vu des camarades prendre des initiatives: par exemple, tous les matins pour informer le personnel en grève qui venait aux nouvelles, des camarades enregistraient sur minicassettes les informations, avec musique, gags, etc., c'est ce qu'on appelait ici « Radio-Occupation ». C'était très dynamique, à tel point que quand les copains de la CGT qui étaient contre l'occupation et qui n'occupaient pas passaient dans la rue avec leur porte-voix, les gens réclamaient Radio-Occupation...

De même, tous les matins, les Comités de Grève sortent un journal relatant tous les faits, toutes les anecdotes qui ont pu se produire dans la journée. Et puis, il y a l'atmosphère: affiches humoristiques... Par exemple, le Directeur du Personnel Chauvin, qui avait dit un jour « je suis désolé, mais la plus belle fille ne peut



donner que ce qu'elle a», on l'a représenté en « Chauvinette » manifestant... parce que c'était la veille de la journée d'action des femmes; il y a eu plein de chansons, une interview simulée d'un commissaire de police; lors d'une manifestation, on s'est fait courser par les flics sur les grands boulevards, ils essayaient de nous coincer pour nous obliger à revenir dans un périmètre délimité, et nous, on leur a imposé notre parcours, notamment la place de l'Opéra, alors qu'ils ne voulaient surtout pas aller là. On les a promenés comme ça pendant 2 heures, et il y avait des gens qui n'avaient jamais manifesté, ça les a drôlement gonflés!

# LOITÉS!

La réalité est différente : SALAIRES TRES BAS (1050 F à l'embauche), CONDITIONS DE TRAVAIL DETERIOREES, SECURITE NON ASSUREE.

**LE REFUS DE NEGOCIER DU PATRONAT.** Les patrons banquiers qui, congénitalement, ne sont pas particulièrement progressistes, trouvent le moyen de se retrancher derrière les instructions du Ministre des Finances pour refuser toute négociation sérieuse.

Car les salariés, de leur côté, veulent négocier. Leurs organisations syndicales ne font pas que coordonner la lutte, elles entendent obliger les patrons à discuter des salaires, des effectifs, des horaires de travail, de la sécurité, etc. Le veto de Giscard d'Estaing, même s'il arrange les patrons, viole la loi du 11 février 1950, sur les négociations collectives et la Convention signée par les fédérations syndicales.

**NOUS VAINCRONS LES PATRONS BANQUIERS!** Après trois semaines de grève générale suivie dans toute la France par 60 à 80 % du personnel (et beaucoup de villes à 100 %), les occupations de locaux et les interventions de flics, 6 semaines de grève pour beaucoup de camarades du Crédit-Lyonnais, les banquiers qui — comme nous le crions en mani-

festant — « sont dans la merde » refusent toujours de satisfaire les revendications.

Mais la grève se durcit et s'amplifie. Mercredi 20 mars, des dizaines de milliers de travailleurs des banques ont défilé dans les villes de France. Les occupations sont décidées ailleurs lorsqu'un siège de banque est évacué par les flics. La solidarité s'organise.

Les employés en ont « ras-le-bol », mais cela va au-delà de cette expression qu'utilisent à dessein certains organes de presse en laissant entendre que des bricoles les calmeraient.

Non seulement des employés, mais des gradés, des cadres, organisent leur lutte et prennent conscience chaque jour de la nocivité du système capitaliste.

Ce n'est pas la première grande bagarre des employés de banque, mais c'est, on peut le dire, le début d'une lutte de classe et de masse dans ce milieu.

Un militant PSU du Crédit-Lyonnais ■

## PSU-banques

Meeting le vendredi  
29 mars - 17 h 30  
24, rue de Trévise (9<sup>e</sup>)

## à guichets fermés

● **Société Générale** : mouvement reconduit chaque jour en AG depuis le 7 mars. Personnel en grève majoritaire au Centre Edouard VII (services administratifs et trésorerie), le centre Trocadéro (informatique, conservation des titres) occupé, a été évacué le 16 mars par la police. Depuis, intervention quotidienne des flics pour empêcher les piquets de grève. Intervention policière aussi au centre Bucarest (opérations avec l'étranger). Mouvement suivi massivement dans les agences et en province.

● **BNP** : centre Barbès (point névralgique) occupé depuis le 18 mars. Centre

Bergère (centre administratif) totalement paralysé. Grévistes majoritaires dans tous les autres grands centres (Jules César, Montreuil, Louvre). Agences largement touchées par la grève à Paris comme en province.

● **Autres banques** : en plus « des trois grandes », toute une série d'établissements bancaires de petite ou moyenne taille sont dans la lutte : CIC, CCF, BUP, Crédit du Nord, CGIB, Paribas, SOFICAM, Banque Jordann. Déjà certaines victoires partielles ont été remportées contre un patronat plus faible que dans les grandes boîtes.

Nous ne voulions pas affronter la police, et nous sommes sortis en manifestant avec les banderoles du Comité de grève, en chantant l'Internationale. Des non-grévistes qui arrivaient se sont joints au meeting spontané qui s'est organisé... Pendant ces temps-là des responsables syndicaux se sont introduits par la force dans les sièges jusqu'à la salle du Conseil d'Administration, et sur le balcon ils ont harangué les manifestants et hissé une banderole du Comité de grève. Ensuite, toutes les banques ont manifesté, en passant sous ce balcon et en applaudissant. On n'avait jamais vu ça au Crédit Lyonnais et Saint-Géours était dans tous ses états !

La morale de l'histoire, c'est qu'au Crédit Lyonnais une grande partie des non-grévistes se sont joints aux collègues en grève, et que toutes les banques se sont mises dans l'action : il y a eu 2500 personnes à la manif ce jour-là, avec un tonus et une ambiance du tonnerre. C'était vraiment mieux que pendant la grève de 1957.

On a eu d'autres ennuis avec les flics, en particulier des charges contre des piquets de grève. Ça prouve que la direction n'hésite pas à faire appel aux flics, mais s'ils en mettent tout le temps devant les immeubles, ça nous sert, parce que les non-grévistes n'aiment pas travailler sous une telle protection.

### TS. Comment s'est réalisé l'extension aux agences et aux autres banques ?

A partir de militants d'agences et de militants du siège, on a créé une commission « agences » qui s'est déplacée par petits « commandos » dans les agences; ils ont distribué des tracts, ils ont organisé des discussions avec le personnel. Pour les autres banques, c'est passé par les organisations syndicales, et aussi par la solidarité contre la répression : ce qui s'est passé à la Banque de France, la première intervention des flics, a provoqué une prise de conscience qui a joué dans le sens de l'extension.

### TS. Les flics, vous les avez eu aussi au Crédit Lyonnais ?

Ça s'est passé le vendredi 8 mars. A 6 heures du matin, les occupants se sont aperçus que les téléphones étaient coupés et trois quarts d'heure plus tard, les forces de police sont arrivées : elles sont entrées par une porte derrière en enfonçant la porte avec un bulldozer. On a été sommés de partir dans les 5 minutes, sinon les garde-mobiles chargeaient.



Lycéens devant le Crédit Lyonnais : c'est aussi contre cet avenir qu'ils manifestent.

## des nouveaux O.S.?

Il y a quelques années, l'opinion publique découvrirait avec étonnement que l'on pouvait encore, à notre époque, être OS; c'est-à-dire travailler à l'usine dans des conditions d'exploitation, de fatigue, d'irresponsabilité par rapport au produit fabriqué, de soumission hiérarchique et d'insécurité proprement insupportables. Les OS se mettaient en grève et s'affirmaient comme travailleurs et non comme machines.

Aujourd'hui, l'opinion publique découvre avec surprise que l'on peut être fonctionnaire, employé de banque et d'assurances, postier, et subir des conditions de travail, des rémunérations et des rapports hiérarchiques comparables. Et mériter, peut-être ce qualificatif nouveau : OS de banque, OS de « services ».

On a reconnu les mouvements de grève et d'action touchant les ouvriers, les paysans : à présent, c'est le tertiaire, ce fondement de la croissance capitaliste moderne, qui donne des soucis au Pouvoir et au sein duquel émergent des contradictions et des luttes qui s'assimilent à celles d'autres secteurs de l'économie.

Le secteur tertiaire est celui qui se développera le plus rapidement dans les années à venir. Alors que le secteur primaire (agriculture) se vide peu à peu de sa population active, alors que le secondaire (industrie) plafonne, le tertiaire voit ses effectifs gonfler régulièrement. Les chiffres parlent d'eux-mêmes :

— 2400 employés de banque et d'assurances en 1954, 690000 aujourd'hui;

— 97500 fonctionnaires en 1954, 2000000 en 1980.

L'explication tient au formidable développement de la « bureaucratie » entendue au sens technique : chez le fonctionnaire, elle correspond à la croissance des charges de l'Etat et à l'apparition d'une administration tentaculaire. Pour les banques et l'assurance, elle est le résultat du désengagement progressif par l'Etat à l'égard des flux financiers et des circuits monétaires.

Les HLM, le logement social, les transports, le téléphone, la santé ont été en grande partie rendus au secteur privé. Cela explique leur décrépitude, mais aussi l'extraordinaire croissance du secteur de collecte de l'argent et de l'épargne, et la concurrence sauvage qui s'est instaurée entre les banques.

Les employés du territoire forment une population active hétérogène, de plus en plus fréquemment provinciale d'origine : on est « monté » à Paris ou à la ville pour y conquérir une certaine sécurité et une certaine considération, pour sortir aussi

fréquemment du monde dur et ingrat de la Terre.

Mais on oublie souvent et simplement qu'il s'agit d'une population en moyenne de plus en plus jeune, qui a connu mai 68 et qui refuse bien davantage que ses aînés le modèle hiérarchique et l'extrême parcellisation du travail. Que c'est aussi une population en majorité féminine, que les luttes des femmes, par l'intermédiaire du MLF au début, du MLAC, des combats sur la contraception, l'avortement, ont probablement fortement marquée.

Et il se trouve que ces employés sont tout d'un coup confrontés à la dure réalité d'un capitalisme qui, pour faire face à la montée de ses coûts d'exploitations dans un contexte concurrentiel plus âpre qu'auparavant, doit rogner sur leurs salaires et aggraver leur conditions de travail, pour maintenir sa rentabilité, donc ses profits.

Dès lors, le patronat bancaire, l'Etat-patron, les « boîtes » d'informatique, etc. n'ont pas plus d'autre recours que de faire sauter les protections spéciales dont jouissaient les employés et de rétablir les conditions d'exploitation et de « rationalisation » capitalistes les plus dures. Mis à part la station debout, quelle différence entre l'OS sur la chaîne et la dactylo qui tape, en « pool », au milieu du bruit des machines, une partie d'une note remise par un supérieur et dont elle ne lira même pas l'intégralité ? Même chose pour le pointage, les tests de rentabilité, l'automatisation des tâches : l'organisation scientifique du travail se développe dans tout le tertiaire, le patronat y met en place avec une grande rapidité, comme pour rattraper le temps perdu, la taylorisation. Tout l'effort du capitalisme porte actuellement sur ce secteur et l'on peut dire que le Sicob est devenu le salon de la « machine-outil » de bureau.

C'est tout cela qui est en jeu aujourd'hui, dans le malaise de la Fonction Publique, dans la grève des banques, dans la lutte permanente dans les services postaux. Les « OS en col blanc », les employés, subissent à leur tour la dure loi du capitalisme, et ils ne sont pas disposés, désormais, à l'accepter.

En posant leurs revendications en actions immédiates, en occupant leurs bureaux, en inventant des stratégies de contrôle et de mobilisation populaires, en mettant l'opinion publique dans le coup, ils rejoignent les luttes ouvrières significatives de ces dernières années : luttes dont l'enjeu est pour les travailleurs d'affirmer un réel pouvoir sur les choses, et leur existence. Ce n'est qu'un début... comme ils disent, quand ils marchent, dans la rue, coude à coude.

Jean LE GARREC ■

# l'hydre bancaire



« Ici, l'année dernière, il y avait un grand bistrot, aujourd'hui, c'est une nouvelle banque » ! Chaque jour en France, depuis 1968, il s'est ouvert deux ou trois agences. Cette prolifération est le signe le plus visible de l'extraordinaire essor de l'activité bancaire. En 10 ans, ce que les banquiers appellent « leur production » a été multipliée par cinq.

Ce que les banquiers appellent produire, c'est distribuer du crédit : à la fin de 1962, ils avaient accordé 76 milliards de crédits non remboursés, fin 72, ils en étaient à 400 milliards de crédits et en 1973 ce chiffre s'est gonflé encore de 16 % malgré un « encadrement » que bien peu respectent. Entre 1962 et 1972, le revenu national français n'a été multiplié que par trois, par conséquent le rapport entre dettes financières et produit national n'a cessé de grossir.

Aujourd'hui, la banque est présente partout, elle finance les installations de production, la constitution des stocks, la construction des logements et des bureaux, elle facilite les exportations, elle accélère la consommation (et donc la réalisation de la valeur de la production). Elle tient entre ses mains le sort de milliers d'entreprises industrielles, commerciales et agricoles. D'elle dépend souvent la décision de développer telle affaire ou au contraire de liquider une firme jugée non rentable, tous les salariés avec.

Les salariés eux-mêmes, pour leur équipement, leur logement et même leur possibilité d'embauche dépendent largement des banques. Finalement, celles-ci associées au patronat industriel déterminent le cadre dans lequel nous vivons. Le crédit est le nerf du capitalisme à son stade le plus avancé.

## L'essor

Cet essor prodigieux était nécessaire à la bourgeoisie bancaire pour qu'elle puisse rivaliser avec les bourgeoisies italienne, allemande, anglaise, voire américaine et l'État, qui l'a bien compris, a tout fait pour la favoriser.

Comme dans beaucoup de domaines, c'est à partir de 1965 qu'a eu lieu la restructuration du secteur financier. Elle est allée de pair avec les grandes opérations de concentration industrielle : pour financer le développement, les dirigeants de la bourgeoisie préconisent une intervention active de l'État : c'est l'État lui-même qui, avec le produit d'une partie des impôts et des emprunts doit financer à bas prix les équipements les plus lourds. La fraction libérale de la bourgeoisie est hostile à cette méthode qui déplace le centre de gravité des décisions et risque de trop « nationaliser » le capital. Cette méthode peut être bonne lorsqu'il y a un trop grand risque financier (sidérurgie, centrales nucléaires,

Concorde) mais le plus souvent possible il vaut mieux faire appel au marché financier très contrôlé par les banques et aux banques elles-mêmes pour financer les « besoins », que ce soit de logement, de téléphone, d'autoroutes ou d'installations industrielles et commerciales. Demain peut-être ce seront les hôpitaux voire les universités « concurrentielles » qui devront solliciter les prêts : dans la logique libérale, le capital financier est mieux apte que la bureaucratie administrative à déterminer quels sont les « besoins » qui méritent d'être financés. L'État doit laisser les coudées franches aux banques quel que soit leur statut (nationalisées ou privées).

Les réformes de 1966-1967 de Debré, puis de Giscard, ont débarrassé la machine bancaire des vieilles entraves : plus de distinction nette entre banques de dépôts et banques d'affaires, plus de limitation à la création des guichets, plus de réglementation des taux d'intérêts sauf exceptions.

En même temps, une brillante phalange de hauts fonctionnaires a été catapultée à la direction des grandes banques avec mission d'adapter les « vieilles maisons » aux besoins du capitalisme moderne. Ils ont — sur ce point — dépassé les espoirs mis en eux. Le Crédit Lyonnais, la BNP, la Société Générale, gérées à peu près comme des établissements dits privés, sont devenues d'énormes banques d'affaires. De leur côté, les « privées » se sont regroupées et réorganisées. Derrière quelques chefs de file : CCF, Suez, Parisbas, Worms, et en étroite association avec les grandes sociétés d'assurances privées qui disposent d'énormes réserves de capital, se sont constitués quelques groupes très puissants qui, de plus, multiplient les filiales communes avec les nationalisées. Ensemble, ils président aux grandes opérations de financement du capital industriel, ils organisent les fusions, concentrations et restructurations ; ils sont à l'origine de toutes les vastes opérations immobilières et de toutes les belles spéculations boursières. Ils ont fait de Paris une très importante plaque tournante pour les capitaux vagabonds, notamment les fameux euro-dollars ; ils captent une partie des fonds arabes. Enfin, en développant leurs implantations dans le monde entier et en coopérant étroitement avec les banquiers de Londres, de Francfort, de Rome, de New York, ils

ont rendu possible l'essor des firmes françaises sur les marchés étrangers et ils activent à vive allure l'internationalisation du grand capital d'origine française.

## les structures craquent

Pour jouer tous ces rôles, les banques ont dû recruter et s'équiper. C'est dans ce secteur que les effectifs ont le plus augmenté en dépit d'un énorme accroissement de la productivité du travail. Bénéficiant, surtout après 1969, de marges de profits élevés et de dispositions fiscales particulièrement avantageuses, les banques ont pu multiplier les agences pour se rapprocher du public, c'est-à-dire pour étendre leur emprise sur toute la population. Mais les vieilles structures internes ont vite craqué.

Alors est venu le temps de l'informatique et des bouleversements continus des méthodes et des installations. Alors l'employé de banque recruté souvent sur recommandation d'un cadre supérieur, parent et caution du jeune homme ou de la jeune fille bien élevée, a fait place au salarié issu des couches populaires, travailleur enserré dans les bataillons des grands centraux, comptable et aussi agent involontaire du règne du capitalisme financier.

## le capital bancaire

Comme l'avait prévu Marx, dans le capitalisme avancé, capital industriel et capital prêté fusionnent dans le capitalisme financier dont les banques sont un rouage essentiel. Les banques, en effet, organisent le dispatching du capital libre, c'est-à-dire de l'argent qui vient de sortir du cycle de la production. Bien plus, elles sont en mesure de créer cet argent et de l'affecter aux secteurs d'activité qui leur paraissent les plus rentables. Le profit dégagé dans la production est ensuite partagé entre les capitalistes associés directement à sa mise en valeur (dans l'entreprise industrielle et aussi commerciale) et les capitalistes qui se sont contentés de prêter leur argent par le canal des banques et touchent un intérêt.

Ce mécanisme présente de très grands avantages. D'abord, cela donne au capital une beaucoup plus grande mobilité. Chaque jour les trésoreries disponibles des entreprises, mais aussi des « ménages » sont immédiatement utilisées par ceux qui ont des besoins. Surtout une large partie des profits peut être placée dans des secteurs tout à fait différents de ceux qui l'ont produite — elle peut aussi être investie dans d'autres pays.

La grande banque est capable — grâce à ses tentacules — de collecter aussi bien les grosses fortunes que les toutes petites économies, d'en faire un paquet et de l'affecter d'un bloc pour monter de grosses opérations comme les grands ensembles de bureaux (la tour Maine-Montparnasse) ou les vastes conglomérats industriels (Fos).

Enfin, dans la période actuelle, le développement du crédit joue un rôle essentiel pour dépasser les contradictions du capitalisme.

Devant le redoublement de la concurrence intercapitaliste, la grande bourgeoisie doit sans cesse accélérer les investissements pour accroître la pro-

ductivité. Il lui faut accumuler toujours plus de capitaux, ce qui est d'ailleurs sa fonction. La masse du profit, quoiqu'en augmentation constante, ne permet plus de « rémunérer » tous les capitaux avancés dans la production au taux antérieur, le taux de profit moyen baisse.

Cela peut être combattu par une intensification de l'exploitation des travailleurs, mais ceux-ci, surtout depuis 1968, se défendent ; ils arrachent des hausses de salaires : alors, pour continuer à investir au même rythme, les entreprises doivent emprunter toujours plus. Cela convient tout à fait aux banquiers qui accélèrent leur « production »... de crédit. Une masse nouvelle d'argent est créée et jetée dans la production ; cela déclenche une vaste inflation et les salaires nominaux peuvent continuer à monter, mais le système est — provisoirement — sauvé et cela de deux manières qui sont liées.

La part des salaires qui n'est pas dépensée tout de suite est saisie par les banques qui la mettent à la disposition du capital pour financer l'industrie ou la consommation, ou les logements créés par les promoteurs. Le travailleur qui a quelques francs « devant lui » les prête bien involontairement à son exploitateur.

## PSU et AMR

DANS la région parisienne, il y a des groupes d'entreprise PSU dans les principales banques. Leurs militants sont directement engagés dans le conflit.

L'Alliance Marxiste Révolutionnaire, organisation qui a décidé d'engager un processus d'unification des socialistes autogestionnaires dans le PSU, y est aussi présente et active.

Depuis de nombreux mois, une coordination PSU-AMR du secteur bancaire fonctionne. Ses militants des deux organisations interviennent ensemble. C'est comme cela, dans la lutte, qu'on construit l'organisation politique dont le socialisme autogestionnaire a besoin.

D'autre part, ce prêt ne lui rapporte rien ou presque rien. Les taux d'intérêts servis aux petits déposants sont ou nuls (dépôts à vue) ou de toute façon inférieurs à la montée des prix. Toutes les économies nouvelles servent à maintenir la valeur réelle et le pouvoir d'achat des économies anciennes. Mais alors, le problème du taux de profit peut être résolu ; puisque dans l'ensemble du capital utilisé, une partie n'est pas réellement rémunérée. La masse des profits peut être répartie entre les gros détenteurs de capital, ceux qui investissent directement, contrôlent les entreprises ou sont assez riches pour obtenir l'indexation de leurs prêts. Cet immense service rendu par la machine bancaire mérite bien d'être récompensé ; sur la masse des profits, une fraction peut alors être ristournée au capitaliste bancaire qui a si bien travaillé.

La chose se complique si les salariés de la banque prétendent être moins exploités. Alors, là rien ne va plus, il ne reste que le recours à l'État sous sa double forme répressive et financière.

Lucien SAINTONGE ■

## POUR PRENDRE CONTACT

Je désire prendre contact avec la section PSU la plus proche de mon domicile - de mon lieu de travail (1) :

Nom : \_\_\_\_\_

Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Tél. : \_\_\_\_\_

Profession : \_\_\_\_\_

Lieu de travail (1) : \_\_\_\_\_

BULLETIN À RETOURNER AU PSU, 9, RUE BORROMÉE, 75015 PARIS

(1) Précisez le cas échéant.

**GALA DE SOUTIEN**  
aux grévistes du Lyonnais  
**vendredi 29 mars**  
**à 21 h au BATACLAN**

bd Voltaire - Paris

**Colette MAGNY, Pierre DAC,**  
**Maurice BAQUET**